



PROJET R4D

Adapter et renforcer l'orientation scolaire et professionnelle pour promouvoir le travail décent dans deux pays d'Afrique de l'Ouest : le Burkina Faso et le Togo

RAPPORT BURKINA FASO

ÉTAT DES LIEUX DU SYSTEME D'ORIENTATION ET DES CENTRES DE FORMATION A L'ENTREPRENEURIAT AU BURKINA FASO

Issa Abdou Moumoula, Saiba Bakouan, & M'wembéré Judith Méda

AVRIL 2020

Note aux lecteurs

Ce rapport est rédigé dans le cadre du projet r4d « Adapting and strengthening educational guidance and career counseling to promote decent work in two West-African countries : Burkina Faso and Togo [Adapter et renforcer l'orientation scolaire et professionnelle pour promouvoir le travail décent dans deux pays d'Afrique de l'Ouest : le Burkina Faso et le Togo]. Le projet s'inscrit dans le *Programme suisse pour la recherche, dédié aux enjeux mondiaux de développement (Swiss Programme for Research on Global Issues for Development - r4d)* financé par la Direction du développement et de la coopération (DDC) et le Fonds national suisse (FNS) - subvention n° IZ08Z0_177295.

Citer le présent rapport comme suit :

Moumoula, I. A., Bakouan, S., & Méda, M. J. (2020). *Etat des lieux du système d'orientation et des centres de formation à l'entrepreneuriat au Burkina Faso*. Rapport produit dans le cadre du projet r4d « Adapter et renforcer l'orientation scolaire et professionnelle pour promouvoir le travail décent dans deux pays d'Afrique de l'Ouest : le Burkina Faso et le Togo ». Université Norbert Zongo, Koudougou, Burkina Faso.

Sommaire

A- Etat des lieux du système d'orientation au Burkina Faso	5
1- Historique.....	5
1-1- Les missions actuelles	6
1-2- Les méthodes d'intervention.....	6
2- Les structures et acteurs de l'orientation scolaire et professionnelle au Burkina Faso.....	7
2-1- Les structures de l'orientation scolaire et professionnelle au Burkina Faso.....	7
2-2- Les acteurs de l'orientation scolaire et professionnelle au Burkina Faso	8
3- Processus d'orientation, rôle du conseiller d'orientation et pratique de l'entretien.....	8
3-1- Processus d'orientation	8
3-2- le rôle du conseiller d'orientation	8
3-3- Pratiques de l'entretien dans le processus d'orientation.....	9
4- Les bénéficiaires	9
4-1- L'orientation au premier cycle.....	9
4.2- L'orientation au secondaire.....	10
4- 3- L'orientation au supérieur	10
5- Les limites du système d'orientation et son adéquation aux usagers, au marché de l'emploi et à la société.....	11
6- Perspectives.....	13
B- Les centres de formation à l'entrepreneuriat existant au Burkina Faso	14
1- Les centres de formation professionnelle au Burkina et l'entrepreneuriat.	14
2- Centres de formation à l'entrepreneuriat	18
3- Pouvoirs publics, cabinets privés et formation en entrepreneuriat	19
Références	22

Résumé

Ce document présente l'état des lieux du système d'orientation au Burkina Faso et son adéquation aux usagers, ainsi que l'existence des centres de formation à l'entrepreneuriat. Nous sommes partis d'une approche exploratoire en s'appuyant sur l'historique du système d'orientation tout en montrant ses missions et méthodes d'interventions. Il s'agissait aussi de s'intéresser aux structures et acteurs intervenant dans l'orientation. Le processus d'orientation, et le rôle du conseiller ont également été abordés. Il ressort de ce rapport que le système d'orientation est récent au Burkina Faso, et compte une centaine de conseillers d'orientation qui ont été formés à l'INETOP en France, au Maroc et à l'Université Norbert Zongo. Cependant, il y a un déficit de collaboration entre les services d'orientation, les établissements d'enseignement général ou professionnel et le monde de l'emploi. Il serait donc nécessaire que le travail du conseiller d'orientation soit reconsidéré au niveau des différents paliers de l'enseignement. Celui-ci a cependant besoin d'une formation continue pour plus d'efficacité dans ses interventions auprès des bénéficiaires. Aussi, la particularité du contexte socio-économique burkinabé fait que certaines personnes subissent leurs orientations malgré l'existence de structures spécialisées dans ce domaine comme le CIOSPB et la DIOSPB.

S'agissant des centres de formations, il apparaît que l'entrepreneuriat au Burkina Faso passe le plus souvent par une formation professionnelle. Ainsi, le Ministère de la jeunesse, de la formation et de l'Insertion professionnelle (MJFIP) possède des centres de formations professionnelles. Cependant, Il n'y a pas de conseillers d'orientation dans ces centres de formation pour un suivi du parcours des apprenants et des sortants. Les jeunes sont formés et laissés à eux-mêmes et ont du mal à obtenir un travail décent. L'ANPE est la seule structure publique de l'état qui forme les demandeurs d'emploi en entrepreneuriat. Etant donné que la plupart du temps, la formation professionnelle débouche sur l'entrepreneuriat, et pour lutter véritablement contre le chômage, il apparaît nécessaire que l'Etat et ses partenaires au développement mettent l'accent sur la création de ces centres avec un programme d'accompagnement efficace afin de booster le potentiel entrepreneurial des jeunes.

A- Etat des lieux du système d'orientation au Burkina Faso

Le Burkina Faso est un pays d'Afrique de l'Ouest francophone enclavé, sans accès à la mer. C'est un pays en voie de développement avec une économie qui progresse ces dernières années. Le PIB par habitant est seulement de 671\$USD (2017). A son accession à l'indépendance en 1960, le Burkina Faso, à l'instar de nombre de pays africains, a connu plusieurs réformes ainsi que des innovations de son système éducatif. Depuis 1994, le système éducatif burkinabé semble prendre une nouvelle orientation à l'issue des états généraux de l'éducation. La politique éducative est désormais régie par une loi d'orientation datant du 9 mai 1996. C'est dans ce système éducatif que l'on tente de comprendre le processus d'orientation scolaire, également appelé orientation scolaire et professionnelle qui consiste à aider une personne en âge de scolarité et même aux adultes, à choisir les différentes filières dans lesquelles elle pourrait s'insérer en fonction de ses intérêts, de son parcours scolaire antérieur, et de sa personnalité. L'orientation scolaire et professionnelle est une question particulièrement importante aujourd'hui, tant elle détermine fortement les chances d'une insertion professionnelle réussie sur un marché du travail devenu de plus en plus difficile d'accès. Ce document se veut une vue panoramique du système d'orientation au Burkina Faso. Il s'agira donc de présenter son historique depuis le début de son institutionnalisation jusqu'à nos jours, ses missions actuelles, ses méthodes d'interventions, ses structures et acteurs impliqués, ainsi que ses limites et perspectives.

1- Historique

Pour comprendre le système d'orientation du Burkina, il faut d'abord examiner le contexte général dans lequel le système éducatif est organisé. L'orientation est dépendante du contexte social, scolaire, économique et politique d'un pays. On ne peut donc analyser les institutions et les pratiques d'orientation qu'au regard de la politique scolaire et de façon plus large, du contexte socio-économique du pays (Moumoula et Nabaloum/Bakyono 2005).

Le développement de l'orientation scolaire et professionnelle fait partie du procès de différenciation des tâches au sein de l'organisation scolaire » (Mellouki et Beauchemin, 1994, p. 465, cité par Moumoula, 2004). L'orientation scolaire au Burkina Faso voit le jour dans les années 1970, à l'instar d'autres pays d'Afrique. On procédait à l'orientation à travers des tests psychotechniques et de mesures d'intelligence. Cette conception a été dépassée pour plusieurs raisons : D'abord il y avait peu de personnel qualifié pour la passation des tests. Ensuite, ces tests étaient jugés inadaptés à la psychologie des enfants du pays. Aussi, la conception même de l'orientation avait changé avec la démocratisation de l'école (Moumoula, 2004). En effet, dans les années 1990, le gouvernement du Burkina Faso s'est interrogé sur la contribution du conseil en orientation au développement du pays. Une structure centrale fut créée en 1994 avec pour mission de conduire les activités d'information et d'orientation. Ainsi, l'orientation scolaire au Burkina Faso a connu dans la même année un nouvel essor avec des moments clés.

D'abord, dans la même année, fut mise en place une démarche plus dynamique avec la création du centre national de l'information et de l'orientation scolaire et professionnelle.

Ensuite, en 1999, la filière d'orientation scolaire et professionnelle est créée à l'Ecole Normale Supérieure de Koudougou (ENS/K) qui s'est érigée quelques années plus tard en Université, l'actuelle Université Norbert ZONGO. Un module intitulé "Orientation scolaire et professionnelle au Burkina Faso : acteurs et pratiques", est intégré dans le programme de formation des conseillers d'éducation.

De plus, en 2000, le premier outil d'aide à l'orientation des jeunes a été adapté au contexte socio-économique du pays. Il s'agit du Questionnaire d'intérêts professionnels (QIP) d'origine française qui permet d'aider les adolescents burkinabè à mieux se repérer dans leurs choix lors de la transition lycée- enseignement supérieur en leur offrant la possibilité de connaître leurs intérêts pour différents types de professions. Cette adaptation est suivie d'activités telles que les ateliers d'orientation (ADAO), les séances de sensibilisation des élèves et des acteurs de l'éducation sur les stéréotypes qui marquent fortement l'orientation des filles.

En 2008, les questions concernant l'orientation sont intégrées dans le programme de formation des étudiants en psychologie. Une option « psychologie de l'orientation » existait en année de maîtrise. Cependant, avec le système Licence Master Doctorat (LMD), il n'existe pas encore une option « psychologie de l'orientation » en année de Master. Depuis 2016, une option « psychologie de l'orientation et du travail existait en année de doctorat à l'Université Norbert ZONGO.

Enfin, entre 1999 (année de mise à disposition des premiers conseillers d'orientation burkinabè formés en France) et 2018, près de 90 Conseillers ont été formés au Maroc, à l'INETOP en France et à l'Université Norbert ZONGO. Quelles sont donc les missions assignées à l'orientation dans un tel contexte ?

1-1- Les missions actuelles

Les missions assignées à l'orientation scolaire au Burkina Faso se confondent avec celles attribuées au conseiller d'orientation et au centre national de l'information scolaire et professionnelle et des bourses (CIOSPB) qui est aujourd'hui une référence au plan national pour l'information et l'orientation des élèves et des étudiants. Il a pour but, d'une part de diffuser l'information sur l'éducation et l'emploi afin de permettre une meilleure connaissance des structures de formation et du marché du travail, et d'autres part, d'établir une relation d'aide dans les milieux scolaires et universitaires auprès des élèves et étudiants pour l'élaboration de leur projet d'étude et professionnel. Elle s'occupe aussi de la gestion des flux scolaires au niveau des différents paliers du système scolaire. Il s'agit du premier palier qui marque le passage du primaire au premier cycle de l'enseignement secondaire ; du second palier qui concerne l'étape de l'entrée en Brevet d'Etude Professionnel (BEP) et en seconde ; du troisième palier qui marque la transition lycée-enseignement supérieur. Dans les lignes suivantes, nous présentons en substance les principales méthodes d'intervention.

1-2- Les méthodes d'intervention

Différentes méthodes ou stratégies sont utilisées par les conseillers d'orientation au niveau central et régional dans le cadre de leurs missions. Il s'agit notamment :

- des séances d'information collectives principalement à l'endroit des élèves de classes d'examen (troisième et terminale) ;
- des entretiens individuels organisés au siège de la structure centrale et certains établissements de la capitale ;
- des ateliers d'aide à l'orientation organisés au profit des élèves de terminale dans les établissements ;
- des séances de conseils organisées dans les Services Académiques de l'Orientation et l'Information (SAOI) au sein des Universités au profit des étudiants s'inscrivant en 1^{ère} année ;
- des permanences post-bac effectuées dans les directions régionales lors de la session du baccalauréat ;
- des activités de sensibilisation sur l'orientation des filles à travers des théâtres forum ;
- des conférences et des animations des stands lors des journées portes ouvertes ;
- des activités d'aide à la recherche d'emploi au profit des étudiants et des chercheurs d'emploi ;
- la confection et la diffusion des documents d'information (brochures, dépliants, magazines, affiches ...).

Comme on peut le constater, les méthodes d'interventions sont multiples et variées. Examinons à présent les structures et différents acteurs impliqués dans le processus d'orientation.

2- Les structures et acteurs de l'orientation scolaire et professionnelle au Burkina Faso

2-1- Les structures de l'orientation scolaire et professionnelle au Burkina Faso

L'orientation au Burkina Faso est assurée par des services publics (CIOSPB, DAOI, DIOSPB). Il existe dans les 13 régions du Burkina au sein de chaque direction régionale, des enseignements post-primaire et secondaire, un service d'orientation scolaire et professionnelle et des bourses (SIOSPB) animé par des conseillers d'orientation ayant les mêmes attributions que ceux du CIOSPB. Par ailleurs, il n'y a aucune structure privée dans le domaine de l'orientation scolaire et professionnelle et pas de structure (publique ou privée) de type observatoire des métiers sur l'évolution des professions et des qualifications professionnelles (Moumoula et al. 2005). Il y a très peu d'informations disponibles et fiables sur l'évolution des formations, des emplois et des qualifications. L'orientation scolaire se résume essentiellement en des activités d'information, de conseil et de guidance en aval (CISOPB) et à un rôle d'affectation en amont (commissions d'orientation pour les différents paliers) sans qu'il n'y ait d'articulation entre ces différentes entités qui devraient travailler ensemble. À l'université par exemple, cette activité de conseil et d'aide à l'élaboration de projets est inexistante, réduisant ainsi le service académique d'orientation et d'information (SAOI) à une structure chargée de l'affectation, c'est-à-dire de la gestion des flux avec tout ce que cela peut comporter parfois d'arbitraire.

La Direction de l'Information, de l'Orientation Scolaire, Professionnelle et des Bourses (DIOSPB) quant à elle, a pour mission d'appliquer la politique nationale en matière d'études, de stage, de bourses et d'aides aux élèves et aux apprenants. A ce titre, elle est chargée de :

- concevoir, d'adapter et de vulgariser les outils d'aide à l'orientation ;

- informer et orienter les élèves et les apprenants en collaboration avec les structures chargées de l'emploi ;
- instruire les dossiers de demande de bourses ou d'aides.

Il existe, depuis 1996, un centre d'information des jeunes sur l'emploi et la formation (CIJEF) dont la gestion relève de la commune de Ouagadougou. La mission assignée à ce centre est de mettre à la disposition des jeunes citoyens une information vivante, complète et multiforme sur la ville de Ouagadougou en matière de création d'activités rémunératrices et des potentialités qui s'y trouvent. Aussi, le centre a pour mission d'orienter les jeunes vers les structures de formation, d'appui à la création d'activités et de conseils adéquats. Autrement dit, le CIJEF veille à l'insertion socioéconomique et professionnelle (accès difficile à l'emploi ; accès difficile à des formations adaptées aux besoins de l'économie ; problème de logement ; etc) de la jeunesse burkinabè, le centre se veut être un instrument pour responsabiliser les jeunes et leur donner confiance en leur potentialité et à leur chance réelle de réussite.

2-2- Les acteurs de l'orientation scolaire et professionnelle au Burkina Faso

Il s'agit de personnels composés de conseillers d'orientation, de psychologues et de diplômés en sciences de l'éducation. Ils font un travail d'accompagnement et n'ont pas un pouvoir d'orientation-répartition. Ils fournissent aux élèves des informations et conseils nécessaires à l'élaboration de leurs projets.

3- Processus d'orientation, rôle du conseiller d'orientation et pratique de l'entretien

3-1- Processus d'orientation

Les déterminants de l'orientation sont le résultat d'une réflexion de l'élève sur sa propre motivation, ses propres intérêts, son propre projet. Ils s'articulent autour :

- des notes scolaires : les réussites ou les échecs déterminent pour une large part le processus d'orientation ;
- de la connaissance de soi-même : l'orientation de l'élève est le résultat des réflexions personnelles ;
- de la connaissance des environnements scolaire et professionnel ;
- des possibilités de formation et des débouchés professionnels ;
- de l'appartenance sociale de l'élève qui constitue souvent un tremplin ou un frein qui limite les représentations et les horizons possibles.

3-2- le rôle du conseiller d'orientation

Le conseiller d'orientation, à travers des entretiens, assiste l'élève dans le but d'opérer chez lui un ajustement entre ses besoins de formation, ses aptitudes et les réalités du marché de l'emploi. Dans cette démarche, il s'agit pour le conseiller d'accompagner l'élève en vue de l'aider à clarifier le contenu de sa demande d'orientation. Il est amené à répondre à la demande de l'élève en tenant compte de l'approche globale de sa personnalité parce que l'entretien d'orientation met souvent en évidence des difficultés qui dépassent le seul cadre scolaire. Ce sont par exemple des difficultés d'ordre relationnel, affectif, psychologiques pour ne citer que celles-là.

3-3- Pratiques de l'entretien dans le processus d'orientation

L'entretien d'orientation ou entretien de conseil fait partie intégrante des pratiques des conseillers d'orientation scolaire et professionnelle depuis la création de ce corps de métier. Les conseillers d'orientation scolaire et professionnelle au Burkina s'inspirent également de cette technique dans la mesure où les premiers conseillers ont été formés à l'INETOP en France. La mission principale du conseiller d'orientation au Burkina Faso est d'informer les élèves et les étudiants sur les études et les professions. Il est également chargé de les éclairer sur leurs préférences professionnelles. L'entretien d'orientation est donc au cœur de la pratique des conseillers d'orientation. Qu'il recoure ou pas à des médiations comme les questionnaires d'intérêts, il vise à aider le consultant à définir son projet en fonction de son désir propre et du réel de ses capacités et de ses opportunités d'études. Cherchant à définir sa place dans la société, le consultant est amené à confronter la logique des places et celle de sa subjectivité. Plusieurs techniques d'entretien coexistent dans le milieu de l'orientation, mais l'approche reste le plus souvent clinique. Selon Guichard et Huteau, (2001), on peut concevoir l'entretien d'orientation de deux façons qui semblent s'opposer : « Une conception diagnostique où un expert évalue les caractéristiques d'un individu et lui fournit les conseils adéquats, et une conception éducative où l'on donne au jeune les moyens qui, en principe, devraient lui permettre de trouver lui-même sa voie. » La dernière approche est celle la plus utilisée en contexte burkinabè.

Dans le domaine de l'orientation scolaire et professionnelle, on peut aussi distinguer : l'entretien de conseil, l'entretien d'orientation, l'entretien-bilan de compétences, l'entretien de situation, l'entretien associé à une expertise psychologique, l'entretien documentaire, l'entretien de régulation de projet. Il vise d'abord et avant tout la construction de soi, la construction identitaire. En fonction de la manière dont un entretien est conduit, il existe plusieurs formes d'entretiens qui peuvent avoir un objectif d'aide à la décision, à l'orientation. Chaque année, il est organisé à l'intention des nouveaux bacheliers à l'Université Norbert ZONGO, des entretiens individualisés pour leur permettre de mieux faire le choix de la filière d'étude. Mais cette activité a été abandonnée car les nouveaux bacheliers de l'année 2017 n'ont pas bénéficié de ces entretiens. Ils ont été juste invités à remplir des fiches ; après, une commission s'est chargée d'une simple répartition des étudiants dans les différentes filières. En 2018, tous les nouveaux bacheliers ont fait leurs demandes d'orientation en ligne sur la nouvelle plateforme d'orientation appelée Campus Faso. Dans ce cas, on parlera beaucoup plus d'affectation que d'orientation.

4- Les bénéficiaires

4-1- L'orientation au premier cycle

L'orientation dans le premier cycle de l'enseignement secondaire intervient après le succès de l'examen d'entrée en sixième (CEP). Elle est faite en tenant compte des aptitudes de l'élève (dossier scolaire et résultats à l'examen) et aussi des potentialités d'accueil au niveau des classes de sixième. Généralement, les plus jeunes sont orientés dans l'enseignement secondaire long, tandis que les plus âgés sont affectés dans l'enseignement technique.

Il faut ajouter que l'intervention des conseillers d'orientation est quasi inexistante au niveau du premier cycle. En d'autres termes, les élèves du premier cycle subissent beaucoup plus leur

orientation par rapport à ceux du secondaire. Ils sont contraints d'attendre jusqu'en classe de troisième pour espérer rencontrer un conseiller d'orientation ; ce qui fait que certains élèves sortent du système éducatif sans avoir eu la chance de rencontrer un spécialiste en orientation scolaire et professionnelle. Ils vont trainer avec eux plusieurs lacunes et insuffisances dans ce domaine, et c'est ainsi qu'ils vont se lancer dans la recherche de l'emploi sans une connaissance de soi suffisante et en ne disposant le plus souvent que de très peu d'informations sur l'environnement professionnel et le marché de l'emploi.

4.2- L'orientation au secondaire

Le second palier d'orientation dans le système éducatif burkinabé correspond à la classe de troisième. A ce niveau, l'orientation intervient à la fin du 1er trimestre où les élèves de 3ème sont invités à remplir des fiches d'orientation dans lesquelles ils font un choix entre poursuivre les études après le Brevet d'Etude du Premier Cycle (BEPC) dans le cycle d'enseignement long (enseignement général et enseignement technique) ou dans le cycle d'enseignement court pour préparer le BEP. Ceux qui ont l'âge inférieur ou égal à 18 ans peuvent passer le concours d'entrée en seconde en précisant la série de leur choix et leur futur établissement. Par contre, les élèves qui ont 19 ans peuvent passer le concours d'entrée en première année BEP. Ceux ayant plus de 19 ans passent seulement le BEPC. C'est à partir de ce niveau qu'interviennent les principales structures chargées de l'orientation scolaire au Burkina Faso à savoir le CIOSPB et la DIOSPB. Cependant, la gestion des flux scolaires lors de cette transition revient à une commission composée d'enseignants et de chefs d'établissements. Cette dernière répartit les admis au BEP en fonction des capacités d'accueil des établissements techniques et procède à l'affectation des admis à l'entrée en seconde générale et technique, dans les différents établissements publics. Chaque établissement reçoit la liste des élèves qui y sont affectés et décide souverainement de leur répartition en fonction des séries existantes dans l'établissement. Dans certains établissements, le choix peut être donné à chaque élève de s'inscrire où il veut ; dans d'autres, les élèves subissent un ultime test pour les départager et les meilleurs à ce test sont affectés dans la série C (mathématiques et sciences physiques) jugée plus difficile.

Le conseil de classe de 3ème peut donner son avis dans le cadre de cette orientation, mais il ne décide pas de l'orientation des élèves vers une série donnée. La répartition des élèves dans les différentes séries revient aux établissements d'accueil. Comment se fait l'orientation dans le supérieur ?

4- 3- L'orientation au supérieur

Le système d'orientation des étudiants dans les facultés et instituts du pays a connu une rapide évolution. Dans les années 1980, il existait une transivité directe entre l'octroi d'une bourse d'études et l'affectation dans une filière de formation. Autrement dit, il suffisait d'être orienté pour bénéficier d'une bourse d'études. En 1992, un décret ministériel a mis fin à la relation entre la bourse et le droit à l'inscription. La gestion des flux d'entrée à l'université relève désormais d'une commission interne de l'université, composée d'enseignants et de chefs de départements. Depuis 2002 jusqu'à nos jours, c'est un logiciel qui classe les candidats selon les trois vœux formulés et ce, sur la base du seul critère de mérite scolaire. En effet, les nouveaux bacheliers, en fonction d'un calendrier précis doivent faire une demande d'orientation en

retirant des pochettes au SAIO, en les remplissant et en les déposant au lieu de retrait. Dans la demande d'orientation (adressée au président de l'université), ils doivent préciser trois filières par ordre de préférence. Après analyse et sélection des dossiers des étudiants par rapport aux différents profils, la liste d'orientation est affichée.

Il reste à l'étudiant de procéder à l'inscription administrative (au cours de laquelle il verse 15 000 Francs CFA). Ensuite il fera l'inscription pédagogique dans l'école, l'institut ou l'UFR d'accueil. Dans certains instituts et écoles, les étudiants font des tests d'entrée.

Pour l'orientation du nouveau bachelier, il est tenu compte d'une part de l'adéquation entre les filières sollicitées et la série du BAC, et d'autre part, du mérite de l'étudiant qui s'apprécie à deux niveaux :

- les étudiants ayant obtenu au minimum la mention assez bien sont orientés systématiquement dans la première filière qu'ils ont choisie ;
- les autres seront orientés selon la moyenne d'orientation laissée à l'appréciation de la commission d'orientation.

Depuis la rentrée universitaire 2018-2019, une plateforme d'inscription dénommée Campus Faso a été mise en place afin de faciliter les demandes d'orientation des nouveaux bacheliers qui se font désormais en ligne. Si cette plateforme en ligne contribue d'une certaine façon à réduire les difficultés d'accès des nouveaux bacheliers aux différentes universités du pays, elle comporte toutefois des failles qu'il faudrait travailler à corriger. Parmi ces failles, on peut relever le fait qu'elle ne permet pas au nouveau bachelier de découvrir véritablement le contenu des formations disponibles ; elle ne permet pas non plus de rencontrer un conseiller d'orientation afin de murir la réflexion sur son choix avant la demande d'orientation ; ce qui fait que certains sont orientés dans des filières qui sont en déphasage non seulement avec leurs aptitudes intellectuelles, mais aussi leurs ambitions d'études universitaires. Cette plateforme gagnerait en pertinence si l'on travaille à corriger ces failles.

5- Les limites du système d'orientation et son adéquation aux usagers, au marché de l'emploi et à la société.

Dans le contexte du Burkina Faso, des services d'orientations scolaire et professionnelle existent depuis maintenant plus de 20 ans, mais en termes de pratiques d'accompagnement des jeunes, ces services font face à plusieurs difficultés d'ordre institutionnel et fonctionnel, nous confie un conseiller d'orientation. Il y a un déficit de collaboration entre les services d'orientation et les établissements d'enseignement et le monde de l'emploi ; ce qui fait que le plus souvent, le conseiller d'orientation a des difficultés à assurer pleinement sa mission, notamment celle d'accompagner les élèves tout au long de leur cursus scolaire et universitaire. Ce défaut de coordination et de collaboration entre services d'orientation et établissements fait que les conseillers d'orientation ont souvent du mal à assurer les simples séances d'informations collectives organisées notamment à l'endroit des élèves des classes de troisième et de terminale.

Par ailleurs, il faut reconnaître que la pratique de l'orientation au Burkina Faso rencontre plusieurs difficultés (Moumoula et al., 2005). En effet, le contexte social burkinabé est marqué par un collectivisme qui n'est pas sans conséquence sur les possibilités des individus à faire des

choix par eux-mêmes et pour eux-mêmes. La situation économique difficile, à la fois au niveau de l'État et des familles, a des conséquences en terme d'éducation au sens large. La situation financière délicate du pays a des conséquences en termes d'expansion et de qualité du système éducatif dans son ensemble. La situation financière précaire des familles (pour la majorité d'entre elles) explique en partie les stratégies de scolarisation des familles (une ambition scolaire modeste des enfants de ces familles, une orientation vers des formations spécifiques de courte durée ou dans des domaines littéraires et commerciaux...). Quand on ajoute au facteur économique le contexte social (qui veut que ce soit légitime pour un parent voire un aîné de décider et de choisir pour les plus jeunes), on se rend compte de la difficulté du choix individuel dans un tel contexte. L'ensemble des pressions à la fois familiale (parents, aînés), financière (pauvreté), sociale (collectivisme) et institutionnelle (offres réduites de formations, plus ou moins grande rigidité de l'orientation...) qui s'exercent sur l'individu pose le problème même du choix individuel de formation dans un tel contexte.

L'orientation met en jeu des individus avec leurs désirs, motivations et la société qui a ses besoins, ses exigences. Dans le contexte burkinabé, le choix de la formation est un phénomène complexe qui fait intervenir outre les élèves, au premier chef concernés, leurs familles au sens large (parents, aînés, famille élargie, amis et connaissances), leurs enseignants et les structures chargées de l'orientation et de l'affectation des élèves. On observe plusieurs niveaux de contradictions entre les dimensions individuelles et collectives en jeu dans l'orientation toujours selon Moumoula et al. (2005) sur l'état des lieux de l'orientation scolaire et professionnelle au Burkina Faso.

Premièrement, on se rend compte des contradictions qu'il peut y avoir entre les vœux des « familles » et les besoins de compétences nationales. Par exemple, un certain nombre de métiers (et donc de formations) sont plébiscités par les familles comme médecin, économiste, journaliste, informaticien, pilote, comptable, juriste, sociologue... La conséquence est un nombre important de demandes dans ces domaines de formations. Les demandes d'orientations dans ces domaines sont largement supérieures à l'offre de formation et aux possibilités réelles d'insertion, d'où un défi important pour l'orientation.

Deuxièmement, il existe une contradiction qui est interne aux familles. Les souhaits des élèves peuvent être en contradiction avec les désirs des parents (le projet individuel est en contradiction avec le projet parental). C'est d'autant plus compliqué quand le projet parental est lui-même traversé par des contradictions internes (opposition entre projet paternel et projet maternel pour l'enfant).

Troisièmement, il y a contradiction entre l'écart qui peut exister entre les vœux de l'élève et les possibilités de formations existantes sur le terrain ou entre les vœux et les places disponibles dans les formations disponibles.

Un dernier niveau de contradiction se situe au niveau même de l'élève. Dans le cas où il sait ce qu'il veut, il peut être tiraillé par des désirs qui sont en contradiction avec ses capacités, ses aptitudes ou ses potentialités.

Ces quatre niveaux de contradictions, intra-individuel, entre l'individu et sa famille, entre les familles (parents, élèves) et les offres de formations ou de places dans ces formations et enfin

entre les familles (« parents », élèves) et les besoins de compétences nationales réelles dans les secteurs professionnels rendent bien compte de la complexité du choix d'orientation (particulièrement dans le contexte burkinabé) et de la difficulté de l'orientation, dans ses dimensions « s'orienter » et « être orienté ».

Aussi, nombre d'élèves n'ont pas toujours accès aux services d'orientation et peuvent connaître des difficultés d'orientation et d'apprentissage tout au long de leur scolarité ainsi que dans la phase de l'insertion socio-professionnelle. Par ailleurs, les Services de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle et des Bourses (SIOSPB) présents dans les treize (13) régions du pays ne sont pas trop fréquentés par les élèves et les étudiants et quand ceux-ci y vont, c'est la plupart du temps pour des questions de bourses scolaires et universitaires.

En définitif, notons que l'orientation au Burkina Faso est assurée par des structures publiques telle que la DIOSPB, le CIOSPB, le SAOI. Il semble que les élèves et étudiants qui sont au premier chef concernés par leur orientation, sont en définitive limités par un certain nombre de contraintes qui pèsent sur leur orientation. On observe alors des parcours subis qui ont comme conséquences les difficultés d'apprentissages de ces élèves ou étudiants. Il est important d'œuvrer à une éducation à l'orientation, afin que celle-ci soit visible aux yeux des bénéficiaires.

6- Perspectives

La rapide évolution du contexte socio-économique du Burkina Faso tout comme ceux d'autres pays africains assigne de nouveaux défis à l'orientation au regard de la raréfaction de l'emploi et de son caractère précaire. Dans les interventions actuelles des conseillers d'orientation scolaire et professionnelle, l'accent est de plus en plus mis sur l'orientation des élèves dans l'enseignement technique et professionnel qui constitue un axe prioritaire dans le référentiel du PNDES (Plan National de Développement Economique et Social). L'objectif étant d'augmenter le taux d'inscription dans l'enseignement technique et professionnel de 15% à l'horizon 2020, tout en encourageant les jeunes à s'auto-employer.

Depuis la création de la DIOSPB en 2016, on constate un regain d'intérêt pour les questions d'orientation scolaire et professionnelle. Les politiques publiques semblent de plus en plus s'intéresser à la problématique de l'orientation scolaire et professionnelle, en témoigne le rehaussement du nombre de conseillers d'orientation recrutés chaque année qui passe de 10 à 20 conseillers.

Dans la perspective d'éducation à l'orientation et à l'entrepreneuriat, on assiste également à la formation continue des conseillers d'orientation dont la première s'est déroulée du 25 au 29 Mai 2019 à Manga dans le centre sud, ceci, dans le but de les familiariser à l'usage de certains tests. Les choses semblent évoluer positivement dans ce domaine, même si cette volonté affichée se heurte encore au manque de moyens technique et financier. Evoquons à présent l'existence des centres de formation à l'entrepreneuriat au Burkina Faso.

B- Les centres de formation à l'entrepreneuriat existant au Burkina Faso

Selon (Dialla, 2004), la question de l'entrepreneuriat en Afrique a fait l'objet de nombreux débats. Pour définir l'entrepreneuriat, nous faisons appel à différents travaux réalisés dans ce domaine qui ont proposé de nombreuses définitions sans qu'aucune d'elles ne fasse l'unanimité ; mais l'on s'accorde généralement que le terme d'entrepreneuriat renvoie au concept angliciste d'*entrepreneurship* et renferme essentiellement trois notions : l'entrepreneur, l'entreprise et l'esprit d'entreprise (Julien & Marchesnay, 1996).

Ainsi, nous retiendrons avec Ouédraogo (1999) que l'entrepreneur est un chef d'entreprise, que l'entreprise soit formelle ou informelle. Le concept d'entrepreneur ici englobe surtout les créateurs et/ou propriétaires d'entreprise. L'entreprise est le domaine d'intervention de l'entrepreneur. Elle peut être considérée comme une unité ou organisation autonome produisant des biens et services marchands qui seront commercialisés en vue de faire du profit. En somme, l'entreprise est un lieu de création de richesses.

L'esprit d'entreprise est l'aptitude créative de l'individu, isolé ou au sein d'une organisation, à identifier une opportunité et à la saisir pour produire une nouvelle valeur ou le succès économique. En d'autres termes, c'est cette aptitude de l'individu ou d'un groupe social à s'engager dans une sorte d'aventure pour créer quelque chose de neuf avec tout ce que cela peut comporter comme risques. C'est la combinaison de ces trois éléments qui traduit la notion d'entrepreneuriat, ce vaste champ d'activités où se mêlent à la fois opportunité, sens des affaires, prise de risques, innovation, invention et créativité, intuition, persévérance, sens de l'organisation, etc., pour aboutir à la création de richesses.

Le but de ce travail, qui s'appuie sur une recherche exploratoire est de répertorier les centres de formation à l'entrepreneuriat existants au Burkina Faso, les publics auxquels ces formations s'adressent et les coûts. Alors, nous ferons d'abord le lien entre centre de formation professionnelle et entrepreneuriat, ensuite nous évoquerons la problématique des centres de formations à l'entrepreneuriat, et enfin montrer l'apport des pouvoirs publics et des cabinets privés dans la promotion de l'entrepreneuriat.

1- Les centres de formation professionnelle au Burkina et l'entrepreneuriat.

L'entrepreneuriat au Burkina Faso passe la plupart du temps par une formation professionnelle. Ainsi, le Ministère de la Jeunesse et de La formation et de l'Insertion professionnelle (MJFIP) possède des centres de formations professionnelles publics qui se répartissent en deux catégories : les centres rattachés au Secrétariat Général appelés centres spécifiques et les centres relevant de l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE). Les centres spécifiques sont présentés dans le tableau 1.

Tableau 1 : Les centres de formation professionnelle spécifiques.

Nom du centre	Type de formation	Filières retenues	Titre préparé	Public cible
Le Centre de Formation Professionnelle de Référence de Ziniaré. (CFPR-R)	Formation initiale	Mécanique de précision Maintenance automobile Maintenance mécanique agricole Maintenance cycle et motocycle Electricité bâtiment Electromécanique Electronique industrielle Techniques informatiques Boulangerie / Pâtisserie Maintenance des équipements de froid ménager et froid commercial Maintenance des équipements de froid industriel Mètreur projecteur Dessin bâtiment Construction / Maçonnerie Conception et réalisation des meubles	Niveaux BQP, BPT et BPTS	Les personnes en quête de formation initiale, Les personnes en voie de reconversion professionnelle, de recyclage ou de perfectionnement.
Le Centre de Formation Professionnelle/ Centre d'Incubation CFP/CI	Formation initiale	Mécanique automobile Construction métallique Menuiserie – bois Génie civil / Construction Electricité – bâtiment Froid et Climatisation Coiffure Esthétique Maintenance informatique et bureautique Coupe / Couture	Niveau BQP	
Le Centre de Formation à vocation industrielle de Bobo Dioulasso CFPI-B	Formation continue	Mécanique de précision Moulage Automate programmable Froid et climatisation Energie solaire Electronique Informatique et communication	BPT et BPTS	Etre titulaire d'un Brevet de Qualification Professionnelle ou avoir le niveau de la classe de 1 ^{ère} de l'enseignement général ; D'un Bac technologique en série : E, F1, F2, F3 ; D'un Brevet Professionnel de Technicien(BP)

Source : ANPE (2018)

Les Centres Régionaux de Formation Professionnelle (CRFP) relevant de l'ANPE

Nous avons d'abord les treize (13) Centres Régionaux de Formation Professionnelle, ensuite huit (08) centres provinciaux de formation professionnelle fonctionnels et quatre (04) non fonctionnels.

Tableau 2 : Les centres régionaux de formation professionnelle des 13 régions.

Régions / Centres	Filières retenues
Boucle du Mouhoun CRFP de Dédougou Formation initiale Niveau CQP	Mécanique automobile Mécanique cycle et motocycle Construction métallique Maçonnerie Mécanique rurale
Cascades CRFP de Banfora Formation initiale Niveau CQP	Mécanique automobile Mécanique cycle et motocycle Coupe / Couture Menuiserie bois Electricité
Centre CRFP de Ouagadougou Formation initiale Niveau CQP	Mécanique automobile Mécanique cycle et motocycle Construction métallique Maçonnerie Coupe couture Electricité Plomberie sanitaire Menuiserie bois Dessin bâtiment Froid et Climatisation Maintenance informatique et bureautique
Centre Est CRFP Tenkodogo Formation initiale Niveau CQP	Coupe / Couture Mécanique cycle et motocycle Electricité
Centre Nord CRFP de Kaya Formation initiale Niveau CQP	Mécanique rurale Construction métallique Mécanique cycle et motocycle Mécanique automobile Menuiserie bois
Centre Ouest CRFP de Koudougou Formation initiale Niveau CQP	Maintenance informatique et bureautique Construction métallique Plomberie sanitaire Electricité
Centre Sud CRFP de Manga Formation initiale Niveau CQP	Mécanique automobile Mécanique cycle et motocycle Construction métallique Mécanique rurale
Est CRFP de Fada N’Gourma Formation initiale Niveau CQP	Mécanique automobile Mécanique cycle et motocycle Construction métallique Maçonnerie Electricité Mécanique générale Mécanique cycle et motocycle Construction métallique
Haut-Bassins CRFP de Bobo Dioulasso Formation initiale Niveau CQP	Maçonnerie Electricité Mécanique automobile Electronique Plomberie sanitaire Maintenance informatique et bureautique Mécanique rurale Electro bobinage Menuiserie bois
Nord	Maçonnerie

Régions / Centres	Filières retenues
CRFP de Ouahigouya Formation initiale Niveau CQP	Dessin – bâtiment Electricité Construction métallique Mécanique cycle et motocycle
Plateau Central CRFP de Ziniaré Formation initiale Niveau CQP	Coupe / Couture Electricité Electronique Construction métallique
Sahel CRFP Dori Formation initiale Niveau CQP	Construction métallique Mécanique automobile Mécanique cycle et motocycle Menuiserie bois Electricité Maçonnerie
Sud-Ouest CRFP Gaoua Formation initiale Niveau CQP	Menuiserie bois Electricité Construction métallique Maçonnerie Electronique

Source : ANPE (2018)

Les Centres Provinciaux de Formation Professionnelle (CPFP)

Tableau 3 : Les huit (08) CPFP fonctionnels.

PROVINCES / Centres	Filières retenues
Diébougou CPFP de Bougouriba Formation initiale Niveau CQP	Mécanique cycle Menuiserie
Banwa CPFP de Solenzo Formation initiale Niveau CQP	Mécanique agricole Mécanique deux roues
Balé CPFP de Boromo Formation initiale Niveau CQP	Coiffure
Tapoa CPFP de Diapaga Formation initiale Niveau CQP	Mécanique rurale
Léraba CPFP de Sindou Formation initiale Niveau CQP	Construction métallique
Kouritenga CPFP de Koupèla Formation initiale Niveau CQP	Mécanique automobile
Nayala CPFP de Toma Formation initiale Niveau CQP	Electricité bâtiment Mécanique deux roues

Source : ANPE (2018)

Tableau 4 : Les quatre (04) CPFP non fonctionnels

PROVINCE/Centres	Filières retenues
Kossi CPFP de Nouna Formation initiale Niveau CQP	Maçonnerie Menuiserie bois construction métallique
Koulpélogo CPFP de Ouargaye Formation initiale Niveau CQP	Mécanique rurale Maçonnerie construction métallique
Ioba CPFP de Dano Formation initiale Niveau CQP	Mécanique rurale Menuiserie bois Construction métallique
Zandoma CPFP de Gourcy Formation initiale	Mécanique rurale Maçonnerie Coupe-couture

Source : ANPE (2018)

Ces centres accueillent toute personne âgée de 16 à 30 ans en quête de formation classique et de 40 à 50 ans pour une formation modulaire. Ainsi, les différents thèmes sur l'entrepreneuriat sont des modules que l'on donne sur une durée de deux semaines aux élèves sortants de ces centres. Le coût pour la formation dans les Centres Régionaux de Formation Professionnelle rattachés à l'ANPE est de 47250 Francs CFA.

En plus de ces centres publics, il existe des centres privés de formations professionnelles, mais sur la base des recherches documentaires, et à ce stade de la réflexion, il est impossible de donner le nombre exact de ces centres privés. Ces centres privés devant également outiller leurs sortants en stratégies entrepreneuriales ne le font pas, car n'ayant pas assez de notions sur l'entrepreneuriat.

2- Centres de formation à l'entrepreneuriat

En dehors de l'ANPE qui offre un module de formation en entrepreneuriat aux demandeurs d'emploi, il n'existe quasiment pas de centres publics de formation en entrepreneuriat au Burkina Faso. Même s'il en existe, il n'y a pas encore de données numériques ou documentaires concernant ces centres publics, au regard de notre enquête au ministère de la jeunesse de la formation et l'insertion professionnelle (qui encadre des structures privées donnant des formations en entrepreneuriat), à la chambre de commerce du centre ouest et à la maison de l'entreprise du Burkina Faso.

Il existe cependant plusieurs cabinets privés qui sont dans des « circuits fermés » et qui n'offrent leur service qu'à travers des séances de formation ou des forums qu'ils organisent de façon temporaire. Il existe également des associations qui prônent l'entrepreneuriat et dans lesquelles on peut rencontrer des formateurs. Nous pouvons citer comme exemple l'Association Professionnelle des Jeunes Entrepreneurs du Faso (APJEF). Elle est une structure faitière qui regroupe les jeunes entrepreneurs de divers domaines et de tous les horizons du Burkina Faso.

Cette association a pour principal objet la promotion de l'entrepreneuriat chez les jeunes et l'amélioration des conditions d'existence de la jeune entreprise au Burkina Faso. L'Amical des Jeunes Commerçants Entrepreneurs du Burkina (AJCEB), depuis sa création en mars 2017, s'est donné pour objectif de faire des actions pour le développement durable et la solidarité, d'œuvrer pour le réel épanouissement de la jeunesse, de travailler pour donner des opportunités à la jeunesse et aux hommes d'affaires, de promouvoir le développement à travers l'entrepreneuriat. L'Association des Jeunes Femmes Entrepreneuses du Burkina Faso (AJFEB) *est une association qui forme les filles et femmes qui ont été victimes de violence, des orphelines et des veuves en couture, tissage, en Batik, etc.* Cette association a été reconnue officiellement le 4 Aout 2013.

3- Pouvoirs publics, cabinets privés et formation en entrepreneuriat

L'entrepreneuriat est de nos jours au cœur de l'agenda des pouvoirs publics. De nombreuses initiatives sont prises çà et là pour inciter les jeunes à s'auto-employer. En effet, l'Université Ouaga I Pr Joseph Ki-Zerbo possède depuis 2009 un dispositif de formation en entrepreneuriat. L'incubateur d'entreprise « UO INNOVA » à travers son slogan « innover pour bâtir l'avenir » s'adresse aux étudiants en fin de cycle pour cultiver, l'esprit d'entreprise en vue de faciliter leur insertion professionnelle. Ainsi, pour la 8^{ème} promotion dont l'ouverture s'est déroulée le 12 mars 2019, ce sont 40 étudiants qui ont été sélectionnés à la suite d'un entretien et vont suivre 8 unités d'enseignements pendant trois mois. Ces modules sont entre autres, le développement personnel, l'innovation et stratégie finance/ comptabilité, l'organisation et marketing, environnement des affaires, business plan, conception d'outils de gestion comptable, accompagnement à la recherche de financement et de l'immersion en entreprise.

La mission de ce dispositif en plus de développer les compétences entrepreneuriales est d'offrir un espace de travail partagé, le coaching, et le plaidoyer pour le financement des meilleurs projets d'entreprise.

Aussi, en vue d'atteindre l'autosuffisance alimentaire au Burkina Faso, beaucoup d'initiatives ont été entreprises, dont l'implication du secteur privé dans l'agriculture avec la promotion de l'agrobusiness pour la modernisation du secteur agricole. Il est nécessaire de former la jeunesse dans ce secteur porteur afin d'apporter des solutions innovantes dans le domaine de l'agro-sylvo-pastorale. Ainsi, la Jeune Chambre Internationale (JCI) Ouaga Golden a jugé nécessaire d'organiser les journées de l'entrepreneuriat chaque année afin d'amener la jeunesse burkinabé à s'intéresser davantage à l'agrobusiness et à saisir les opportunités de partenariat. La 8^{ème} édition de ces journées s'est tenue du 25 au 26 Mai 2019 à Ouagadougou sous le thème : Agrobusiness, l'innovation pour la sécurité alimentaire au Burkina Faso.

Depuis les 23 et 24 mars 2019, la première édition du Forum National de l'Etudiant Entrepreneur est lancée. L'objectif de ce forum est de transmettre aux jeunes étudiants des idées, des principes et des mesures pour devenir entrepreneur, à travers des conférences, des formations et des débats. Ainsi, le forum regroupait les étudiants des universités publiques et privées de Kaya, de Koudougou, de Ouagadougou qui se sont joints aux étudiants de Bobo Dioulasso. Etaient présents à l'ouverture de ce forum, le ministre de l'Energie, Bachir Ismael Ouédraogo, le ministre de la Jeunesse et de la Promotion de l'entrepreneuriat des jeunes, Salifo

Tiemtoré, parrain du forum et le ministre de l'Economie numérique et des postes, Hadja Fatimata.

De plus, la Maison de l'Entreprise du Burkina Faso (MEBF), organise chaque année des formations en entrepreneuriat dans différentes villes du Burkina Faso, à savoir Ouagadougou, Bobo Dioulasso, Koudougou et Bagré selon un programme bien élaboré. Les modules sont entre autres :

- les techniques d'arrêtés des comptes annuels et d'élaboration des états financiers ;
- l'esprit d'entreprise ;
- la gouvernance et vie associative ;
- les procédures de passation des marchés publics : montage des dossiers de soumission aux appels d'offres ;
- la gestion d'entreprise selon la méthodologie GERME ;
- la technique de vente et de négociation commerciale ;
- la procédure de passation des marchés de la Banque Mondiale et de l'Union Européenne : montage des dossiers de soumission aux appels d'offres ;
- booster son potentiel de réussite ;
- le développement personnel et leadership.

Ces formations s'adressent aux porteurs de projet, aux responsables d'entreprise, aux gestionnaires, aux responsables de l'administration et des finances, aux responsables des achats, aux personnes chargées de l'élaboration des dossiers de soumission aux appels d'offres. Les coûts de formation vont de 50'000 Francs CFA par participant à 300'000 Francs pour une durée de deux jours à six jours.

Aussi, avons-nous rencontré un cabinet privé de formation à l'entrepreneuriat ouvert officiellement dans le centre ouest. Il s'agit de Kif consulting qui a été créé en 2018 sous le N° RCM : BF KDG 2018 A146 ; No IFU : 00104204L et domicilié au secteur No 04 de Koudougou. Il est habilité par le bureau international de travail à travers son programme GERME (CREER et GERez Mieux votre Entreprise) pour des réalisations des formations en gestion d'entreprise selon la méthodologie GERME, des formations en création, en gestion et suivi conseil d'entreprise. Son promoteur et ses collaborateurs sont des formateurs GERME. Les prestations de Kif consulting figurent dans le tableau 5.

Tableau 5 : Domaine d'intervention et services offerts par Kif consulting

Domaine	Services offerts
Entreprises/organisations professionnelles	Formation ; Assistance pour la mobilisation des financements ; Assistance comptable ; Coaching d'entreprise ; Elaboration et évaluation de plans d'affaires, des études de faisabilités, Diagnostic des entreprises et des organisations ; Etude de marchés
Appui technique	Evaluation des projets et programme de développement ; Accompagnement pour l'amélioration des services, plan de développement ; Appui aux producteurs agricoles ; Appuis aux éleveurs ; Appui aux transformateurs des produits locaux ; Accompagnement pour la gestion de projets ; Accompagnement la gestion des partenariats financiers

Source : enquête terrain Mars 2019.

Le cabinet a organisé des séances de formations en entrepreneuriat en collaboration avec un laboratoire du 23 au 25 Mai 2019 à Koudougou et du 28 au 30 Mai 2019 à Ouagadougou. Les frais de participation s'élevaient respectivement à 10'000 Francs CFA et 12 500 Francs. Les modules développés au cours de ces formations sont :

- développer son esprit entrepreneurial ;
- relever son potentiel entrepreneurial ;
- développer une attitude vers l'action ;
- maîtriser l'étude du marché ;
- découvrir cinq (05) business porteurs ;
- devenir un entrepreneur à succès.

En conclusion, on peut retenir que l'entrepreneuriat au Burkina Faso passe d'abord par une formation professionnelle. Ainsi, le ministère de la jeunesse, de l'emploi et de l'insertion professionnelle possède une multitude de centres spécifiques et de centres régionaux de formations professionnelles. L'entrepreneuriat est un module que l'on enseigne aux élèves dans ces centres. Il existe également des centres de formations professionnelles privés. Cependant, pour une formation en entrepreneuriat à proprement parler, il faut se tourner vers des cabinets privés, ou les institutions publiques qui offrent leurs services à travers des séances de formations et des séminaires qu'ils organisent dans quelques villes du pays. Il est donc impératif d'avoir une cartographie complète des cabinets privés ou publiques, des centres de formations en entrepreneuriat à travers une enquête nationale, afin de vulgariser ces centres.

Références

- Agence Nationale Pour l'Emploi (2018). *Document Officiel, Politique Nationale d'enseignement et de Formation technique et professionnelle*. Ouagadougou, Burkina Faso.
- Boutinet, J. P. (1980). Esquisse du projet d'orientation des jeunes sortants de classes terminales. *L'Orientation Scolaire et Professionnelle*, 9 (4), 317-336.
- Dialla B. E., 2004, « Les fondements de l'entrepreneuriat au Burkina-Faso ». *Série Documents de travail DT-CAPES, N°2004-16, Décembre*.
- Guichard, J., & Huteau, M. (2001). *Psychologie de l'orientation*. Paris : Dunod.
- Hien, K. F. (2002). *L'entrepreneuriat féminin au Burkina Faso : une étude Exploratoire : CDS Research Report*.
- Julien P. A., & Marchesnay, M. (1996), *L'entrepreneuriat*. Paris : Economica.
- Moumoula, I.A Nabaloum/Bakyono, R. (2005). L'orientation scolaire et professionnelle au Burkina. *Revue Internationale d'Education, Sèvres,38, 67-75*.
- Moumoula, I.A. (2004) : *Représentations d'avenir des lycéens de classes terminales du Burkina et éducation en orientation*. Thèse de doctorat en psychologie. INETOP, CNAM, Paris.
- Ouédraogo, A. (1999). *Les déterminants de la création de PME dans un pays d'Afrique Sub-saharienne : une analyse quadri-dimensionnelle du phénomène entrepreneurial au Burkina Faso*. Thèse de doctorat nouveau régime en sciences de gestion, Université de Caen, Caen, France.